

« TENDANCES DE L'ORIENT »

Les signes de la faillite de l'opposition en Syrie

par Pierre Khalaf

PARTENAIRES | BEYROUTH (LIBAN) | 23 AVRIL 2012



La tendance en Syrie

Les signes de la faillite de l'opposition

Par Pierre Khalaf

La Syrie célébrait lundi 16 avril le 66ème anniversaire de son indépendance, qui commémore l'évacuation de l'armée coloniale française, en 1946. Ces cérémonies interviennent alors que la violence se poursuit même si elle a baissé d'intensité. Les médias syriens ont saisi l'occasion pour dresser un parallèle entre les occupations ottomane et française et les menaces d'intervention militaire proférées récemment par Ankara et Paris au nom d'un « droit d'ingérence humanitaire ».

Plus d'un an après le début des troubles, une évaluation s'impose. Depuis le début de la crise, en mars 2011, les groupes armés tentent de reproduire, sans succès, le modèle libyen à travers la création d'un « Benghazi » syrien tour à tour à Deraa, Jisr al-Chaghour, Tal Kalakh, Deir Ezzor, et finalement à Homs.

L'espoir de renverser dans de brefs délais le régime syrien s'est estompé après la bataille de Baba Amro, qui a constitué un tournant dans la crise. Ce fiasco militaire, précédé par deux doubles vetos sino-russes au Conseil de sécurité de l'Onu, contre des projets concoctés unilatéralement par l'Occident, ont brisé l'espoir des pays occidentaux et de leurs alliés arabes, anciens et nouveaux (les islamistes), de bouleverser les équilibres régionaux et internationaux, d'endiguer l'influence grandissante de l'Iran et surtout, de contenir la Russie et la Chine. Ces deux superpuissances remettent aujourd'hui en cause l'ordre unipolaire américain. Le régime syrien en est sorti renforcé et rien n'indique qu'il soit sur le point de tomber.

C'est dans ce contexte qu'intervient le plan de Kofi Annan, qui, en reconnaissant implicitement la légitimité de l'État syrien et l'existence de milices armées au sein de l'opposition, souscrit désormais aux positions russo-chinoises. Pour les partisans du changement de régime, la mission de Kofi Anan permet de dissimuler leur échec et donne l'impression qu'ils dominent toujours la scène internationale.

Le soutien états-unien et européen au plan de Kofi Anan, ainsi que le refus des responsables occidentaux de l'armement de l'opposition, reflètent le repli occidental. Pendant cette trêve, Washington et Paris sous-traitent le dossier syrien à leurs alliés turc, qatari et saoudien, qui déclarent officiellement leur soutien politique et militaire aux milices de l'opposition.

Les insurgés armés espèrent tirer avantage du plan de l'Onu en exerçant des pressions sur le pouvoir pour le contraindre à respecter seul le cessez-le-feu, réitérant ainsi le scénario qui a suivi la mission des observateurs arabes. Mais cette fois-ci, l'armée syrienne l'a dit haut et clair : elle n'abandonnera pas le terrain et ne se retirera pas des villes, pour les remettre aux groupes armés.

Dans ce contexte, l'avantage militaire et international demeure nettement en faveur du pouvoir. Et l'appel lancé par le déserteur, le général Moustapha Ahmed Al-Cheikh, pour l'intervention en Syrie d'une « alliance militaire » sans l'aval de l'Onu, est un signe qui ne trompe pas de la faillite de l'opposition.

La tendance générale

Les États-Unis reconnaissent l'échec de leur pari

Par Ghaleb Kandil

La visite effectuée au Liban par le chef des forces terrestres du commandement central US (CentCom), le général Vincent Brooks, a porté dans les coulisses une surprise choquante pour la coalition du 14-Mars. Certains de ceux qui l'ont rencontré ont assuré avoir entendu de sa bouche des propos sincères sur l'échec du pari qui consistait à renverser le président Bachar al-Assad, et sur la nécessité pour les Libanais de vivre avec cette vérité pour les 40 prochaines années. L'officier supérieur états-unien a expliqué à ses interlocuteurs les raisons du changement de la position de Washington vis-à-vis de la Syrie, qui l'ont poussé à accepter le plan de Kofi Annan basée sur le principe de la solution politique et de la négociation avec le président Assad.

Dans le même temps, le secrétaire à la Défense, Leon Panetta, assurait, lors d'une audition au Congrès, que l'armée syrienne restait unie derrière le président Assad, et qu'il ne fallait pas parier sur des dissidences significatives. L'armée syrienne avait fait preuve, selon le ministre états-unien, de beaucoup de discipline et d'une grande efficacité. Leon Panetta a expliqué devant le Congrès que le président Assad jouissait d'une importante popularité et du soutien d'une majorité de Syriens en dépit des troubles qui se poursuivent depuis plus d'un an. Les rapports en possession du Pentagone ne permettent pas de conclure que le chef de l'État syrien a perdu de sa popularité, bien au contraire. En revanche, il a déclaré que l'opposition était divisée, minée par des dissensions internes et incapable de constituer une force de substitution au régime du président Assad.

Le général Brooks a développé au Liban les mêmes arguments. Il était clair qu'à travers sa visite, il a voulu réaffirmer la relation des États-Unis avec l'Armée libanaise et la poursuite de son rôle au pays du cèdre, en parallèle avec celui grandissant de la Russie.

Autre signal reflétant ce nouveau climat : les *Forces libanaises* et le *Courant du futur*, en dépit du ton élevé des interventions de leur

représentants au Parlement la semaine dernière, ont voulu se dissocier des groupes terroristes syriens actifs au Liban, en assurant qu'ils n'avaient rien à voir avec eux. Cette prise de distance coïncide avec les coups sévères assénés aux insurgés syriens par l'armée.

Ce repli, verbal du moins, du *14-Mars*, ne signifie pas que les composantes de cette coalition pro-occidentale ont abandonné le parrainage des groupes extrémistes syriens au Liban. Mais les nouvelles réalités les obligent à adopter un profil bas et à ne pas exprimer leur soutien ouvertement, mais plutôt en secret. Les *Forces libanaises*, le *Courant du futur* et la *Jamaa Islamiya* s'appuient désormais sur les positions de l'Arabie saoudite, du Qatar et de la Turquie dans leur soutien aux insurgés syriens.

Dans ce contexte, il est grave, incompréhensible et inacceptable que le gouvernement libanais continue à faire preuve de mollesse et s'abstienne d'ordonner à l'armée de prendre des mesures strictes et décisives contre les groupes terroristes armés qui s'activent à l'intérieur du Liban sous le parrainage des trois forces politiques précitées.

L'Armée libanaise se trouve désormais confrontée au défi de prendre elle-même l'initiative et de régler la situation instable au Liban-Nord, devenu un base arrière à la soi-disant Armée syrienne libre. Surtout que les propos du général et du secrétaire d'État américains sont sans appel : le pari de faire tomber Bachar al-Assad a échoué, et celui qui sait lire en politique est capable de s'adapter rapidement aux nouvelles réalités.

Déclarations et prises de positions

► Michel Sleiman, président de la République libanaise

« Avoir un militaire à la tête de l'État va désormais à l'encontre de l'évolution du monde, assoiffé de démocratie. Mais au Liban, les militaires ont montré qu'ils sont plus démocratiques que les politiciens, qui, eux, se comportent comme de vrais militaires. J'ai des contacts réguliers avec le président Bachar el-Assad. Lorsque

les diplomates occidentaux m'ont sondé sur une éventuelle participation du Liban aux conférences des amis de la Syrie, j'ai avais répondu : 'De quels amis s'agit-il ? Nous autres, nous sommes les amis de tous les Syriens. La neutralité positive était une revendication dans le passé. Qu'est-ce qui a donc changé pour qu'elle fasse désormais l'objet de critiques ? S'il y a une évolution démocratique en Syrie, elle aura un rôle plus important. Concernant le Hezbollah, il faut aborder la question sous son angle positif, tant qu'il y a une occupation israélienne d'une partie du territoire. »

► **Mohammad Raad**, président du bloc parlementaire du Hezbollah

« Le dialogue nécessite la confiance, et édifier la confiance suppose de cesser les mensonges et d'arrêter de faire peur aux Libanais en agitant le spectre de la Résistance et de ses armes. Le gouvernement est âgé de 10 mois et nous lui demandons des compte sur des projets stratégiques qui ont besoin de tout le XXIe siècle pour être accomplis (...) L'engagement du Hezbollah à rejeter toute intervention étrangère dans les affaires intérieures de la Syrie vise à protéger le Liban des répercussions de cette crise. »

► **Mgr Samir Mazloum**, vicaire patriarcal maronite

« Ceux qui voyagent au Vatican pour réclamer la démission du patriarche Béchara Raï sont bien trop petits pour pouvoir porter atteinte à la fonction patriarcale. Chacun doit reprendre sa taille normale. La guerre en Syrie et les événements en Égypte ne sont pas dirigés contre les chrétiens. Cependant, dans nos pays, il n'y a pas une vision claire de la démocratie. Les comportements sont irrationnels lorsque le règne de la loi n'existe plus. Les chrétiens doivent obtenir dans ces pays les mêmes droits que les autres citoyens. Il faut rester sur nos gardes car il se peut que des complots soient ourdis contre nous. Dans les circonstances que nous vivons et les événements sur le terrain, je ne vois pas de printemps mais plutôt un automne ou un hivers. Le patriarche Raï souhaite visiter les maronites dans tous les pays. Mais pour l'instant, aucun voyage n'est programmé en Syrie, car il se rend aux États-Unis, au Canada et au Mexique. Dès que l'occasion se

présentera, il visitera la Syrie. »

► **Samir Geagea**, leader des Forces libanaises (pro-américain)

« Les débats politiques au Parlement ne sont que des discours insensés qui ne mèneront à rien. Le calme reviendra lorsque les élections législatives rétabliront l'équilibre sur la scène politique et lorsque la politique de l'élimination cessera. Si le jeu démocratique était sérieux, le gouvernement actuel n'aurait jamais été formé. Un État en bonne et due forme ne pourra être établi avant l'éradication des forces du mal (...) La tentative d'attentat qui m'a visé ne passera pas à la légère. Les hommes politiques ont les moyens de se protéger. Depuis près de quarante ans, nous vivons partiellement sous une dictature similaire aux régimes de la région qui tombent l'un après l'autre. En définitive, la dictature qui s'est instituée au Liban finira elle aussi par s'effondrer, mais à la différence des autres États de la région, nous n'accepterons même pas une seconde de vivre sous un tel régime. »

Revue de presse

► **An Nahar** (Quotidien libanais proche du *14-Mars* – 19 avril 2012)
Jihad Zein

Les principaux partis kurdes de Syrie n'ont pas attendu longtemps après le déclenchement de la révolution l'année dernière pour exprimer ouvertement (et sans hypocrisie) leur intention d'appeler à une autonomie dans ce qu'ils considèrent être leurs régions. Celles-ci dépassent la région de Qamichli, dans la province de Hassaka, et s'étendent, selon certains, à des rassemblements à la frontière d'Alep, à plusieurs centaines de kilomètres. Des partis kurdes ont même protesté contre le maintien de l'appellation « République arabe syrienne » lors de la réunion d'Antaliya, l'année passée, et plus récemment à la réunion d'Istanbul, exigeant que le mot arabe soit supprimé.

Des personnalités kurdes se sont opposées à cette « précipitation » et d'autres nous ont rassuré que les Kurdes resteront dans le cadre de l'entité syrienne. Michel Kilo s'était

plaint à plusieurs reprises devant moi, dès 2001, lors des forums de discussion, et, plus tard, après la Déclaration de Damas, des problèmes causés par les « tendances sécessionnistes » de certains courants kurdes. Il m'avait parlé des longs débats qu'il avait tenu en secret et en public, avec eux. L'année explosive en Syrie –manifestations pacifiques, puis militarisation (extérieur en grande partie)– n'a pas vu une participation kurde active à cause de plusieurs facteurs. Subjectifs d'abord, avec la décision prise tôt par le président Bachar al-Assad de naturaliser quelque 300 000 Kurdes, dont la moitié sont des résidents venus de pays voisins. Ensuite, les Kurdes syriens ont reçu des « conseils » de la part des deux principaux partis kurdes irakiens, inquiets de l'émergence de mouvements islamistes dans leurs régions, de se tenir à l'écart de la contestation. Enfin, il y a le facteur géopolitique : la présence de la Turquie, l'adversaire le plus fort du sécessionnisme kurde.

Le modèle kurde irakien, jugé comme une réussite après 2003, fait dire aux Kurdes syriens qu'ils peuvent espérer une région autonome dans le cadre d'une formule souverainiste syrienne. Et il ravive chez certaines parties libanaises l'image d'un fédéralisme légitimé et non plus non-proclamé, comme c'est le cas aujourd'hui au Liban.

► *An Nahar* (18 Avril 2012)

Abdel Wahhab Baderkhane

Les indices se multiplient sur la volonté de Damas de changer son approche libanaise dans le but d'adresser des messages à qui de droit sur la scène internationale prouvant qu'il gérait le Liban et continue de le faire. L'objectif de la Syrie est de décider des affaires internes libanaises, afin d'apporter une preuve qu'elle est bien sortie de sa crise et qu'elle n'a perdu aucun de ses cartes régionales. Par ailleurs, Damas projette de prendre une série de mesures pour appuyer le Premier ministre irakien, Nouri al-Maliki ; soit en lui livrant des opposants irakiens réfugiés en Syrie, ou des repris de justice, ou alors en organisant des réconciliations entre Maliki et d'anciens militaires irakiens, afin de montrer que le Premier ministre jouit du soutien de figures connues et influentes au sein de la communauté sunnite d'Irak. Cette attitude offensive

visé à prouver que le régime est sorti de sa crise.

► ***An Nahar*** (17 Avril 2012)

Sarkis Naoum

Qu'il y a-t-il dans la besace du principal chercheur d'un centre de recherche américain connu pour sa partialité en faveur d'Israël, au sujet des développements au Liban, en Syrie et dans la région ?

Selon lui, « le Liban est relativement stable, contrairement à certains États de la région. Le Hezbollah est coincé. Et il le sera encore davantage si Bachar al-Assad tombe. Cependant, il y a au Liban de profondes divergences entre les différents acteurs et le pays pourrait sombrer dans un chaos total si ces antagonismes, notamment entre les sunnites et les chiites, venaient à exploser. »

Sur la Syrie, le chercheur pense qu'il faut du temps pour savoir comment vont évoluer les choses. « Combien de temps Bachar al-Assad résistera-t-il ? quelle sera l'importance des dissidences dans l'armée. Y aura-t-il une intervention militaire étrangère ? Y aura-t-il un armement de l'opposition ? s'est interrogé le chercheur. L'Arabie saoudite et le Qatar le souhaitent mais les États-Unis affirment qu'ils ne veulent pas s'en mêler. Se passera-t-il quelque chose au sein du régime qui accélérerait la chute de Bachar et ouvrirait la voie à un arrangement sunnite-alaouite. Une telle entente est-elle encore possible ? » Et l'expert américain de poursuivre : « Il faut attendre pour obtenir des réponses à toutes ces questions. Mais la principale impression qui se dégage est que la guerre sera longue en Syrie. »

► ***Al Akhbar*** (Quotidien libanais proche de la majorité – 17 avril 2012)

Nasser Charara

Une source diplomatique à New York a révélé que Paris a pris la tête d'une intense activité au Conseil de sécurité, loin des projecteurs, pour faire participer la Finul, déployée au Liban-Sud, dans des missions liées au projet de sécuriser des couloirs pour acheminer des aides humanitaires en Syrie. Des instructions ont été récemment données au commandement de la Finul, à Naqoura, afin qu'il s'informe si les aéroports de Riyak et de Kléat sont habilités,

sur le plan logistique, à être mis en service, et sur leurs capacités à accueillir des aides humanitaires.

Le diplomate a précisé que des pays arabes, qui collaborent avec la France sur ce projet, ont proposé de choisir un des deux aéroports comme point de rassemblement des aides arabes et occidentales, sous la supervision des Nations unies, avant qu'elles ne soient distribuées aux réfugiés syriens à l'intérieur de la Syrie ou à la frontière libano-syrienne. Cela correspond aux conditions posées par l'Arabie saoudite sur la nécessité de s'assurer de l'existence d'un couloir sûr pour les aides, sans quoi la décision de geler l'envoi des aides humanitaires en Syrie ne sera pas levée. Les pays membres du Conseil de coopération du Golfe ont envoyé des signaux sur leur préférence pour les passages libanais dans la distribution de l'aide, sous l'égide des Nations unies, qui auraient recours à une force de la Finul.

Le diplomate en question souligne que la proposition saoudienne et la demande française sont incompatibles avec les missions de la Finul telle que définies par la résolution 1701. Il met en garde contre le fait que le but de ce projet serait de créer un fait accompli s'inscrivant dans le cadre des efforts permanents visant à modifier les règles d'engagement de la Finul au Liban.

► ***Al Akhbar*** (20 avril 2012)

Ibrahim el-Amine

La guerre régionale et internationale visant à renverser le président syrien Bachar el-Assad a échoué. Elle a cédé la place à une guerre d'usure où toutes les armes sont permises : blocus financier et économique, affaiblissement de l'État, appui aux activités armées contre l'État et ses institutions militaires, sécuritaires et civiles, mobilisation confessionnelle et sectaire sans précédent. Les parties qui soutiennent le projet de renversement de Bachar el-Assad se comportent comme si elles étaient capables de bouleverser la donne dès qu'elles le décident. Mais elles oublient qu'elles n'ont aucune influence véritable et qu'elles sont réduites à se contenter de faire des déclarations ou de publier des communiqués.

Ces nouvelles réalités doivent faire primer le pragmatisme

politique, qui doit amener les Libanais plus particulièrement, à envisager la période qui suivra le maintien au pouvoir de Bachar el-Assad, au lieu d'échafauder des projets concernant la période post-Assad.

► *L'Orient-Le Jour* (18 Avril 2012)

Le fondateur de Wikileaks, Julian Assange, s'est entretenu avec Hassan Nasrallah, le chef du Hezbollah, dans la première d'une série d'émissions diffusée mardi par la chaîne télévisée russe, en anglais, RT. L'entretien a été réalisé en différé depuis l'Angleterre, en duplex vidéo avec Nasrallah qui s'exprimait « depuis un lieu secret au Liban », a indiqué le créateur de Wikileaks qui est assigné à résidence dans l'attente d'une décision définitive de la justice britannique sur une demande d'extradition de la Suède dans une affaire de viol et d'agressions sexuelles, qu'il nie. Le chef du Hezbollah, a notamment été interrogé sur la situation en Syrie affirmant que son mouvement avait tenté de favoriser le dialogue. « Nous avons contacté l'opposition pour l'encourager et pour faciliter le dialogue avec le régime, mais elle a rejeté ce dialogue », a-t-il affirmé. « Depuis le départ, nous avons à faire à un régime qui est prêt à faire des réformes et prêt au dialogue. De l'autre côté, il y a une opposition qui n'est pas prête au dialogue, pas prête à accepter les réformes. Tout ce qu'elle veut, c'est faire chuter le régime. C'est un problème », a-t-il dit. Interrogé sur le soutien de certains pays à l'opposition syrienne, Nasrallah a affirmé que « certains pays, arabes ou occidentaux, financent et arment l'opposition et contribuent donc à la poursuite des violences ». Pour le leader du Hezbollah, « Al-Qaïda veut transformer la Syrie en champ de bataille ». Sur le Tribunal spécial pour le Liban (TSL) chargé de juger les assassins de l'ancien Premier ministre Rafic Hariri, le chef du Hezbollah a estimé que s'il s'était vraiment agi d'un procès juste, les accusés auraient le droit de se défendre. « Mais pour l'administration états-unienne, nous (le Hezbollah) sommes des accusés dépourvus de nos droits de défense », a-t-il affirmé.

► *AL-Jarida* (Quotidien irakien - 19 avril 2012)

Ali Moussa Dakdouk, un militant du Hezbollah arrêté en 2007 par

les forces américaines à Bassorah, en Irak, pourrait être libéré dans quelques semaines selon son avocat.

Ali Dakdouk est accusé d'avoir organisé un enlèvement qui a conduit à la mort de cinq militaires américains près de Kerbala. L'avocat Abdel Mehdi el-Mouteiri a déclaré que son client serait libéré pour manque de preuves concrètes contre lui. Pendant des mois, Dakdouk s'était fait passer pour un sourd-muet.

► *Al Moussawer* (Quotidien tunisien – 20 avril 2012)

Le Congrès pour la République a annoncé au cours d'un point de presse, que Abderraouf Ayadi n'occupe plus le poste de secrétaire général suite à ses prises de position contraires aux principes du parti et aux décisions prises, sans consultation du bureau politique.

Le porte-parole du parti, Imed Daimi, a annoncé que « suite au télégramme envoyé par Abderraouf Ayadi au parti des *Forces libanaises* dirigé par Samir Geagea, le CPR annonce son étonnement et sa désapprobation d'un acte qui choque les Tunisiens, compte tenu de l'implication de ce parti libanais dans le drame de Sabra et Chatila. Ce qu'a fait Ayadi est contraire à la vision et aux principes du CPR ».

Pierre Khalaf

Source
[New Orient News \(Liban\)](#)

Source : « Les signes de la faillite de l'opposition en Syrie », par Pierre Khalaf, New Orient News (Liban), *Réseau Voltaire*, 23 avril 2012, www.voltairenet.org/a173843